

ACTES DU COLLOQUE DU 14 DECEMBRE 2002  
organisé par les députés MPF  
au Parlement européen

# RECONSTRUIRE UNE POLITIQUE AGRICOLE

Travaux coordonnés  
par Dominique Souchet

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)  
F.-X. de Guibert, Paris, 2003  
ISBN :

François-Xavier de Guibert  
3, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris

## *L'exception agricole*

par Jacques LAIGNEAU

L'objet de mon intervention n'est pas de critiquer globalement la mondialisation. Notre seule ambition est de démontrer que le secteur de l'agriculture, que nous connaissons bien, est très différent de tous les autres et qu'en raison de ses spécificités, il est absolument incompatible avec le libre-échange mondial et doit donc faire l'objet d'une politique particulière.

L'agriculture, il faut le savoir, est le secteur qui a connu le plus fort développement en Europe au cours de ces quarante dernières années. Les progrès extraordinaires de la mécanisation du travail agricole ont permis cette évolution considérable. Il n'est donc pas surprenant qu'au début des années 90 certains responsables aient pu considérer que l'agriculture était devenue une activité industrielle et ne devait plus être traitée comme un secteur à part et faire l'objet d'une politique particulière. A leurs yeux, les denrées agricoles devenaient des matières premières comme les autres et pouvaient donc être incluses dans les règles du GATT, puis de l'OMC.

C'est ainsi que la PAC fut bouleversée en 1992 pour permettre l'entrée de l'agriculture dans le GATT dès 1993. C'est à cette époque que nous avons utilisé pour la première fois l'expression « *agricultuelle* », puisque chez nous en France culture et agriculture sont intimement liées : on cultive aussi bien la terre que l'esprit, donc pourquoi pas demander une « *exception agricultuelle* » puisque les artistes avaient obtenu une exception culturelle ?

Pourquoi l'exception agricole est-elle nécessaire ?

Là, il faut dire un petit mot sur la théorie de Ricardo, dite des « *avantages comparatifs* », vieille de deux cents ans, selon laquelle la mise en œuvre du libre-échange doit conduire en principe à une spécialisation des pays dans un système harmonieux d'échanges commerciaux, bien entendu pour le plus grand bien de l'humanité...

N'épiloguons pas... constatons seulement que techniquement, si l'on s'en tient à la seule fonction de production, il serait possible par exemple qu'un pays comme le Japon puisse fournir les appareils photo à l'ensemble de l'humanité. Donc au niveau industriel, c'est techniquement possible.

Mais cette perspective est par contre absolument irréalisable en agriculture. Pour de multiples raisons fondamentales, vitales, économiques et sociales, l'agriculture ne peut pas être soumise au libre marché.

Les raisons fondamentales : il existe une différence essentielle entre l'agriculture et l'industrie. Dans l'industrie, c'est la machine qui produit. Si elle est bien utilisée, elle peut fonctionner n'importe où de la même façon et confère ainsi à ceux qui l'emploient une certaine égalité des chances dans une compétitivité mondiale.

En agriculture, beaucoup l'ont oublié, c'est la terre qui produit. De ce lien à la terre, matrice de la vie, résultent de nombreuses spécificités. C'est ainsi que l'agriculture n'est pas entièrement délocalisable, car aucun pays ne possède une surface suffisante pour nourrir tous les autres. L'agriculture dépend de la qualité des sols et aussi des climats. Il existe donc une multitude de situations différentes, sources de distorsions de concurrence insurmontables. L'agriculture intègre aussi des fonctions conservatoires d'entretien de l'environnement et de maintien de la fertilité des sols indispensables à la vie des générations futures. On exploite une mine jusqu'à épuisement. On « cultive une terre en bon père de famille ». Il existe donc une limite écologique à la productivité agricole. Enfin la production agricole est soumise à de nombreux aléas : risques de calamités naturelles (tempête, grêle, gel, sécheresse, pluies excessives, etc.), maladies des plantes et des animaux, parasites... qui font qu'il est extrêmement dangereux d'avoir, comme on dit à la campagne, « tous ses œufs dans le même panier ».

Il y a aussi des raisons vitales. L'agriculture est vitale. Tout le monde comprend aisément qu'on puisse rester un mois sans appareil photo, mais pas sans manger.

Aucun peuple ne peut donc raisonnablement renoncer à gérer souverainement sa sécurité alimentaire quantitative et qualitative. La sécurité quantitative, François Lucas vient de vous en parler. Dans une société civilisée, tout homme a le droit de manger à sa faim. Vous connaissez le dicton : « *ventre affamé n'a point d'oreille* ». Le sujet est hautement politique. Depuis l'ancienne Égypte, les nations en connaissent l'importance.

L'État ne peut laisser faire entièrement le libre marché qui est aussi incapable de gérer les stocks que de réguler les prix.

Les prix agricoles sont très volatiles : au moindre excédent le marché « *casé* » les prix, tandis que si la nourriture vient à manquer les prix « *flambent* ». Dans le premier cas, les paysans sont les victimes du marché, dans la seconde éventualité, ce sont les consommateurs.

Pour assurer la sécurité alimentaire quantitative, l'État doit donc réguler les excès du marché :

- stocker lorsque les prix baissent trop pour ne pas décourager les paysans ;
- déstocker et parfois importer quand la récolte est trop mauvaise, pour satisfaire les besoins alimentaires des consommateurs et préserver leur pouvoir d'achat.

La politique agricole apparaît donc comme un équilibre, une sorte d'alliance entre les consommateurs et les agriculteurs.

L'État doit aussi garantir la sécurité qualitative des aliments. Vous êtes tous au courant des récentes affaires : vache folle, hormones, dioxine, etc. du débat

sur les plantes transgéniques. Ceci prouve que le libre marché est incapable de contrôler la qualité des produits. Les consommateurs sont aujourd'hui alertés sur les relations étroites qui existent entre leur santé et leur assiette, donc entre santé et agriculture.

La sécurité qualitative nécessite impérativement un contrôle par les États de la qualité et de la circulation des denrées alimentaires.

La libre circulation des produits agricoles présente d'autres dangers pour les hommes, les animaux, les plantes et les écosystèmes. Transportés, les maladies ou parasites des plantes se propagent parfois à des vitesses vertigineuses. Le phylloxéra fit des ravages considérables dans le vignoble français.

Certains animaux sortis de leur écosystème peuvent, sans prédateur naturel, se reproduire de telle façon qu'ils deviennent nuisibles : c'est le cas des lapins en Australie, des ragondins en France, des nouvelles tortues, des écrevisses américaines, de la grenouille-boeuf, etc. Il y a une foule d'exemples de désastres écologiques.

La mondialisation de l'agriculture, c'est aussi la mondialisation des maladies et des parasites... sans parler de l'énorme pollution générée par une prolifération de transports pour la plupart inutiles.

« *L'arme alimentaire sera l'arme du XXI<sup>e</sup> siècle* », dit-on. Dépendre des autres pour se nourrir peut devenir une véritable subordination. C'est pourquoi nous revendiquons le droit à la souveraineté alimentaire, le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et à faire leur propre politique agricole.

L'agriculture est également incompatible avec le libre-échange pour des raisons économiques :

- Le marché mondial ne peut servir de référence, car il ne concerne qu'une infime partie des échanges de produits agricoles (en moyenne 10 %, dont 3 % du riz, 15 à 17 % du blé, 7 % du lait...). Il est donc incapable de nourrir les peuples.

Il faut aussi savoir que depuis plusieurs années, la récolte mondiale de blé est inférieure à la consommation, que les stocks mondiaux baissent et sont aujourd'hui inférieurs à trois mois.

J'ouvre une parenthèse pour dire combien j'ai trouvé scandaleux les propos récents du Commissaire Lamy, qui prétend que l'Europe pourrait se passer de ses agriculteurs et aller acheter ses aliments ailleurs, et moins cher. C'est absolument fallacieux, pour au moins deux raisons : premièrement, nous venons de le voir, le marché mondial ne peut pas nous approvisionner et deuxièmement, si l'on dépendait totalement de l'étranger pour nous nourrir, nous en avons déjà fait l'expérience, les prix monteraient en flèche.

Quand on sait que Ray Mac Sharry ou Leon Brittan occupent aujourd'hui des postes importants dans des sociétés américaines, il faudra peut-être se décider à reconnaître le délit de trahison et le juger en conséquence. Car nous sommes plongés dans une guerre d'un type nouveau certes, mais une guerre qui tue. D'ailleurs, on peut aussi se poser la question de savoir s'il est juste et durable qu'une partie de notre société s'épuise à travailler au cours mondial, tandis que des Commissaires Lamy et autres eurocrates ont tous des

salaires énormes qui sont loin d'être au cours mondial.

- Le « *cours mondial* » est aussi purement virtuel puisqu'il est généralement inférieur aux coûts de production les plus bas (cf. les aides croissantes aux « farmers » américains qui sont considérés comme les agriculteurs les plus performants du monde). Une autre preuve nous est fournie par l'Europe, qui est devenue en 2001-2002 importatrice nette de céréales avec un cours du blé inférieur de 30 % au cours mondial ! (Ceci contredit encore l'analyse de M. Lamy). Ce cours mondial ne correspond donc pas à une logique de marché, mais à une situation de dumping orchestrée par les pays développés.

- De fait, le libre marché des produits agricoles n'existe pas, puisque la plupart des États, tous les États même, soutiennent plus ou moins leur agriculture. Croire qu'une égalité ou une suppression des aides est réalisable n'est qu'une pure utopie. Il faudrait pour cela, un unique État mondial. Remarquez, c'est peut-être le secret désir de ceux qui poussent l'UE à s'élargir perpétuellement...

- Imaginer des boîtes à malices de différentes couleurs, pour classer ou masquer les aides afin d'offrir une image présentable, pseudo-libérale, de ce marché virtuel est tout aussi hypocrite. Les comptes en banque des agriculteurs ne sont pas cloisonnés comme ceux de l'administration qui paraît ignorer le « *principe des vases communicants* ». Le Commissaire Fischler dont la tête est à Doha semble obnubilé par l'idée de nous entasser dans ces boîtes colorées et de nous y étouffer comme le

ferait une espèce de monstre mutant du genre « Doha Constructor ».

- La dernière trouvaille des « aides découplées de la production » est une abomination, une insulte à la création, une destruction morale du paysan, une négation de la valeur de son travail nourricier. Ce système est aussi totalement absurde, car il est évident que si l'on peut être payé sans rien produire, cela dévalue la production, casse les prix et fausse totalement les échanges. C'est donc indiscutablement une forme déguisée de subventions à l'exportation qui accentueront davantage les distorsions de concurrence et ruineront encore plus vite les agriculteurs des pays pauvres.

Les « aides découplées de la production » sont également un moyen de protection très efficace contre les importations. En effet, il est facile de comprendre que, si l'on abaisse nos prix intérieurs très en-dessous des tarifs de nos concurrents étrangers, aucun acheteur de notre pays ira acheter ailleurs ce qu'il peut trouver moins cher chez nous.

Par conséquent, ce système constitue un nouveau protectionnisme plus efficace que les douanes et beaucoup plus pervers, car seuls les pays riches capables de verser ce type d'aides à leurs agriculteurs pourront se protéger.

Donc on a une situation absolument paradoxale : les grands prêtres du libre-échangeisme sont en train d'essayer de mettre en place le plus injuste et hermétique de tous les systèmes protectionnistes !!!

Le moyen le plus juste, le plus simple et le seul accessible aux pays pauvres, reste indiscutablement le principe des taxes aux frontières.

- Ensuite, il est impossible d'établir un « juste prix », un fonctionnement normal, transparent, de l'offre et de la demande entre des centaines de millions de petits producteurs – dont les coûts de production varient dans des proportions énormes – et une poignée d'acheteurs de plus en plus concentrés qui se connaissent et dictent leurs lois.

- Les prix mondiaux ne peuvent donc prétendre à un caractère universel tant la différence est grande entre tous les producteurs et tous les consommateurs de tous les pays.

- Le libre-marché mondial ne peut pas non plus procurer une augmentation globale de la consommation, donc du commerce, car les besoins alimentaires ne sont pas plus élastiques que nos estomacs. Mondialisation ou non, les États achètent en fonction des besoins de leur population. Depuis 18 ans, les échanges annuels mondiaux de céréales stagnent autour de 209 millions de tonnes pour une production globale de 1,5 milliard de tonnes soit 13,93 % (source ONIC).

- Enfin, le libre échange entraîne la désertification rurale.

Globalement, la mondialisation n'apporte donc rien de positif dans le secteur de l'agriculture, bien au contraire.

Remarquons aussi que toute politique agricole est par principe contraire au libre-marché. On peut donc

facilement imaginer l'avenir de notre PAC européenne si l'OMC parvient à ses fins.

Alors pourquoi cette politique folle ? Pourquoi veut-on envers et contre tout inclure l'agriculture dans l'OMC ? Pourquoi ce gaspillage fantastique ?

Principalement pour trois raisons :

- La première, la plus évidente : « *la liberté du renard dans le poulailler* » ; les aventuriers du commerce réalisent des affaires juteuses à court terme en jouant sur les énormes différences de prix entre les pays. La « *mondialisation* » ressemble ainsi à une recolonisation des peuples privés des moyens de se protéger.

- La deuxième raison résulte de la différence qui existe entre nos vieux pays et les pays neufs d'Amérique et d'Océanie qui ont éliminé leurs populations autochtones. Ils disposent d'espaces immenses. Ils sont structurellement exportateurs et veulent nous obliger à ouvrir nos marchés régionaux.

Cette volonté est dangereuse, car en ruinant l'agriculture de certains pays on les place sous dépendance, assurant ainsi la pérennité des débouchés !

- La troisième raison plus perverse découle du fait qu'en agriculture un faible excédent suffit à « *casser* » les prix à la production. Ce n'est pas par hasard si les accords de Marrakech prévoient l'entrée libre pour 5 % de tous les produits agricoles que nous consommons... certains économistes savent très bien que dans un marché agricole à peu près en équilibre, une surproduction de l'ordre de 5 % suffit pour déclencher une baisse des prix. Ainsi ce qui peut sembler n'être qu'une légère concession au libre-échange se révèle en fait

comme un véritable instrument de déstabilisation des marchés.

Là s'ajoute une autre spécificité du commerce agricole : c'est que cette sanction du marché est souvent brutale et ample, les cours peuvent s'effondrer en un rien de temps de moitié. Or, nous l'avons remarqué maintes fois et les statistiques le prouvent, la baisse des prix à la production est rarement répercutée à la consommation. Les intermédiaires empochent les bénéfices de l'opération.

Il est donc particulièrement révoltant de constater que ce prétendu libre-marché mondial, absolument incapable d'approvisionner les peuples et d'établir des justes prix, n'est en réalité qu'un casseur des vrais marchés (qui sont régionaux) au profit des intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, également victimes de ce laissez-faire.

**Enfin, le libre-marché est incompatible avec l'agriculture pour des raisons sociales.**

La mondialisation de l'agriculture est une catastrophe planétaire.

La France a perdu depuis dix ans la moitié de ses agriculteurs, qui représentent aujourd'hui moins de 5 % de la population. Au niveau mondial, beaucoup de gens ignorent que près de la moitié des habitants de notre planète sont encore paysans (2,5 milliards en 1998 selon la FAO).

Nos politiques agricoles qui permettent d'exporter à bas prix ruinent les petits agriculteurs du Tiers Monde. Les favellas de Rio, les bidonvilles insalubres de Mexico,

Manille, Calcutta, sont les fruits des politiques agricoles actuelles dont on ne mesure pas le coût social

« 10 millions de paysans mexicains seront chassés des campagnes au cours de la prochaine décennie » écrivait dans « *Le Piège* » notre ami et regretté Jimmy Goldsmith.

L'entrée de la Chine dans l'OMC, mettra-t-elle 500 millions de paysans Chinois sur les routes ? Que deviendront-ils ? Où iront-ils ?

Il est urgent de comprendre que l'agriculture détient mondialement les principales clefs du développement, de l'emploi, des migrations et donc de l'équilibre social planétaire.

Si les « *pays occidentaux* » continuent à pratiquer cette politique agricole dévastatrice, ils seront engloutis sous une véritable marée humaine d'immigrés.

Mais il y a pire que la ruine et la migration : le dernier rapport de la FAO nous apprend que 800 millions d'hommes souffrent encore de malnutrition (dont 75 % de paysans ! C'est paradoxal...), 25 000 hommes meurent de faim chaque jour !!! Bien sûr les guerres ont une responsabilité dans cette situation, mais la plus grande part en revient à la mondialisation de l'agriculture, véritable catastrophe planétaire qui ruine la moitié de l'humanité. Chacun sait que la misère est aussi le terreau de la guerre et du terrorisme.

L'objectif de la FAO de réduire seulement de moitié le nombre de ces victimes en plus de 10 ans est inadmissible. Il signifie que l'on intègre la famine dans le fonctionnement des organisations mondiales actuelles.

Cette situation intolérable dépasse en ampleur tous les plus grands crimes contre l'humanité. 25 000 morts par jour cela fait plus de 9 millions de morts par an. C'est monstrueux, insupportable. C'est une honte pour nos sociétés occidentales.

Deux questions me viennent alors à l'esprit :

*La première* : jusqu'à quel niveau de catastrophes devons-nous descendre pour que les idéologues mondialistes reconnaissent leurs erreurs et changent de politique agricole ? ! ...

*La seconde* : les responsables de nos politiques agricoles ont-ils conscience qu'ils sont devenus de très grands criminels ? Et que si l'on persiste dans cette monstrueuse erreur, dans 10 ans ils auront largement surpassé Hitler et Staline ? ! ...

En conclusion, je dirai qu'en raison des spécificités de l'agriculture il est indispensable d'avoir des politiques agricoles. Il faut donc reconnaître pour chaque pays le droit à la souveraineté alimentaire et le droit de faire sa propre politique agricole.

**L'exception agricole à l'OMC est alors une absolue nécessité.**

Je terminerai enfin par des propos optimistes. Nous pouvons reprendre espoir pour plusieurs raisons, j'en retiendrai trois :

– D'abord une prise de conscience de plus en plus large dans l'opinion publique des méfaits de l'OMC et notamment des problèmes de la faim, de la pauvreté et de l'immigration.

– Ensuite, une hostilité grandissante des pays en voie de développement vis-à-vis de l'OMC.

— Enfin, une situation catastrophique de l'agriculture américaine de plus en plus subventionnée et donc en dehors des règles de l'OMC, ce qui est assez paradoxal.

Donc à notre point de vue, la conjoncture n'a jamais été aussi favorable pour changer de PAC. Seulement, au lieu d'attaquer les États-Unis à l'OMC comme le préconisent de Benoist ou Fischler et Lamy, allons plutôt dire aux Américains : « *arrêtons cette folie destructrice qui nous ruine et faisons chacun notre propre politique agricole en essayant de mettre sur pied une organisation mondiale spécifique à l'agriculture* ».

Il suffirait pour cela que nos hommes politiques fassent preuve d'un tout petit peu de courage. Aidons-les.